

La Lettre

du CRJFC #17

1^{er} semestre 2020

Après... Quel sera le monde d'après... après la crise sanitaire ? Pour l'heure on est encore dans l'instant sanitaire. Le monde d'après viendra... après. Dans l'instant sanitaire, on cherche l'horloge, paniqué, comme l'on se réveillerait en sursaut d'une sieste, un peu comme pour se rassurer d'être encore dans le temps ; présent, aussi.

Les universitaires, plusieurs mois, sont restés suspendus aux radios, aux magazines, pour s'encquerir des consignes qui peinaient à venir par le canal traditionnel. Les liens avec les collègues et les étudiants se sont maintenus tant bien que mal, chacun se contentant du téléphone ou de la visioconférence lorsqu'il ne bravait pas l'interdit pour partager un temps convivial à l'ombre de la marquise.

Le temps suspendu, à bien des égards, n'a pas freiné toutes les initiatives, les échéances, et les recherches engagées.

Nous voyons ainsi que les membres du CRJFC, s'ils ont été physiquement privés de manifestations scientifiques, ont toutefois participé à des webinaires durant la crise sanitaire, et ont publié (parfois sur le COVID-19) durant ce premier semestre.

Un projet de recherche est lancé par Amanda Dubuis et Béatrice Lapérou-Schneider qui s'intéressent à la place de la société civile dans les litiges médicaux et environnementaux. Le thème de la recherche, qui aboutira à un colloque et une publication, est d'actualité. La responsabilité des ministres (en exercice ou non) dans les défauts de gestion de la crise sanitaire, et plus globalement de la dégradation de la politique sanitaire en France, est soulevée par des actions de groupes.

Les recrutements, les concours et les examens ont du s'adapter à l'événement. Ainsi fut supprimée la traditionnelle leçon de 24h de l'agrégation de droit public ; les comités de sélection et les jurys se sont réunis en visioconférence ; les soutenances ont été délocalisées. Certaines de ces adaptations nous permettent ainsi d'accueillir de

nouvelles/nouveaux collègues à l'Université de Franche-Comté, tant à l'UFR SJEPEG, qu'à l'UFR STGI et à l'IUT de Besançon. Nous souhaitons la bienvenue à mesdames Juliette Brunie, Marie-Odile Peyroux-Sissoko et Kristina Rasolonomalaza ; ainsi qu'à messieurs Nicolas Di Camillo et Cédric Latil. Nous sommes honorés d'accueillir cette année en qualité de professeur invité madame Marie-Claude Rigaud et monsieur Amissi Manirabona (Université de Montréal). Le CRJFC accueille également deux nouvelles doctorantes contractuelles, mesdames Ariane Conus et Coralie Dovetta.

Nous félicitons chaleureusement Catherine Tirvaudey pour l'obtention de son habilitation à diriger des recherches, le 12 mars dernier. Un membre de son jury, en apprenant la fermeture des universités le 13 au soir, avait montré sur les réseaux sociaux la bonne étoile au-dessus de notre collègue, chanceuse d'avoir pu soutenir dans ce contexte déjà incertain. Nous félicitons également William Nwaemeka pour l'obtention de son doctorat en droit privé, le 22 juillet dernier. Plusieurs fois reportée, en raison de mouvements sociaux, puis de la crise sanitaire, il a finalement été décidé de délocaliser la soutenance à Aix-en-Provence pour limiter les déplacements du jury. Nous lui souhaitons le meilleur pour sa vie professionnelle, déjà engagée.

Cette Lettre présente la continuité des activités du CRJFC. Il reste à souhaiter une amélioration de la situation sanitaire afin de pouvoir réorganiser des manifestations scientifiques, moments de rencontres, de formation pour nos partenaires des barreaux, du notariat, de la magistrature... Il nous reste à prendre place dans le monde d'après. LK. ///

Sommaire // Interventions des membres du CRJFC (janvier-juin 2020) // Publications des membres du CRJFC (janvier-juin 2020) // À paraître // Appel à contribution // Recrutements // Professeurs invités // Contrats doctoraux // Soutenances

#Interventions des membres du CRJFC janvier-juin 2020

Renaud Bueb "1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 ans ou plus ... Réflexions historiques sur la durée du pouvoir", journée d'étude *Le Quinquennat. Les 20 ans de la révision constitutionnelle du 2 octobre 2000*, sous la dir. de Marc-Antoine Granger, Besançon, 6 mars 2020 (à paraître Politeia 2020).

Hélène De Pooter "Regional Organisations and COVID-19 : Regional Approaches to face a Global Threat", débat en ligne dans le cadre du Global Network of Societies for International Law (GNSIL), 27 mai 2020 (<https://www.youtube.com/channel/UCyUQRJ4kqs3KkRGYWIP5aoQ>) (organisation et animation).

Amanda Dubuis "La réparation des accidents médicaux en droit français et thaïlandais » - 1^{re} édition des Rendez-vous du droit de la santé (dir. A. Dubuis), Belfort, le 7 février 2020 ; avec la participation de Niramai Phitkhae Manjit, Professeur assistant, Faculté de droit de l'Université de Thammasat (Bangkok, Thaïlande).

"Le fonctionnement de l'ONIAM : un système effectif mais perfectible », « La réparation des accidents médicaux en droit français et thaïlandais" - 1^{re} édition des Rendez-vous du droit de la santé, Belfort, 7 février 2020. (*ci-dessous*)



Charles Fortier "Propos conclusifs : la loi de transformation de la fonction publique, un changement de modèle ?", in Ludivine Clouzot et François-Xavier Fort (dir.), *La loi de transformation de la fonction publique : l'avènement d'un nouveau modèle ?*, colloque de Montpellier, 31 janvier 2020, actes à paraître à la *Revue du droit public*.

Benoît Géniaut "COVID-19 et télétravail", table-ronde virtuelle *Droit social et COVID-19* (dir. P. Adam, R. Dalmasso, Y. Leroy, K. Meiffret), 16 avril 2020, <https://youtu.be/als0F-Eyaik>

Christophe Geslot "La fin du présidentielisme démocratique ?", journée d'étude *Le Quinquennat. Les 20 ans de la révision constitutionnelle du 2 octobre 2000*, sous la dir. de Marc-Antoine Granger, Besançon, 6 mars 2020 (à paraître Politeia 2020).

Marc-Antoine Granger Journée d'étude *Le Quinquennat. Les 20 ans de la révision constitutionnelle du 2 octobre 2000*, Besançon, 6 mars 2020 (direction).

"Le référendum constituant sur le quinquennat et le Conseil constitutionnel", journée d'étude *Le Quinquennat. Les 20 ans de la révision constitutionnelle du 2 octobre 2000*, sous la dir. de Marc-Antoine Granger, Besançon, 6 mars 2020 (à paraître Politeia 2020).

Béatrice Lapérou-Schneider Mission Ambassade de France en Guinée "Les principes fondamentaux du droit pénal et du procès pénal, approche comparative de droits français et guinéen", Conakry, 3-7 février 2020. (*ci-dessous*)



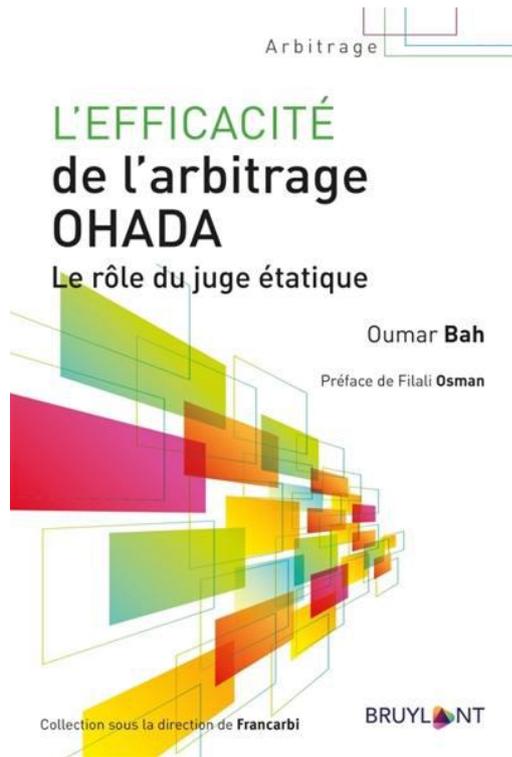
Filali Osman *Le partenariat public/privé : partage des risques, soutenabilité budgétaire et financière*, webinaire, 24 juin 2020 (organisation et direction). ///

#Publications

des membres du CRJFC

janvier-juin 2020

Oumar Bah *L'efficacité de l'arbitrage OHADA. Le rôle du juge étatique*, Bruylant, 2020, 422p., ISBN : 978-2-8027-6538-7.



Célia Berger-Tarare "L'administration des biens d'autrui : l'intérêt producteur de devoirs ?", in V. Barbé, C. Guillerminet, S. Mauclair (dir.), *La notion d'intérêt(s) en droit*, éd. Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (coll. "Colloques & Essais", 112), 2020, p. 47-59.

Henri Bouillon "Problèmes et perspectives de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement", *Cahiers du Cedimes*, 2020, n° 3, p. 10-23.

"Le REP Retrouve En Performance ou Repose En Paix ?", *Dr. Adm.*, 2020, n°6, comm. 28, p. 21-25.

"La contraction des conditions de la responsabilité administrative", *Les Cahiers du CRJFC*, n°1, p. 7-21.

Alexandre Ciaudo "Le Conseil d'État n'est pas impartial en cas de recours dirigé contre un décret en Conseil d'État", Anne-Laure Chaumette et Raphaël Maurel (dir.), *Les contre-annales de droit public*, Enrick B éditions, 2020, p. 161-166.

"Le service public est gratuit", Anne-Laure Chaumette et Raphaël Maurel (dir.), *Les contre-annales de droit public*, Enrick B éditions, 2020, p. 203-208.

Hélène De Pooter "Étude : La passation conjointe de marchés de contre-mesures médicales dans le contexte de la pandémie de COVID-19", *Europe*, 2020/5, LexisNexis, p. 8-13.

"La pandémie de COVID-19 éclairée par l'histoire de la coopération sanitaire internationale : même paramètres, nouvelle donne", *The Conversation*, 12 mai 2020 (<https://theconversation.com/la-pandemie-de-covid-19-eclairée-par-lhistoire-de-la-cooperation-sanitaire-internationale-137461>)

"The Civil Protection Mechanism of the European Union: a solidarity tool at test by the COVID-19 pandemic", *ASIL Insights*, vol. 24, issue 7, May 1, 2020 (<https://www.asil.org/insights/volume/24/issue/7/civil-protection-mechanism-european-union-solidarity-tool-test-covid-19>)

"La pandémie de COVID-19 rappelle l'importance du droit international pour la consolidation d'un « pacte social sanitaire », *Le Club des juristes*, 8 avril 2020 (<https://www.leclubdesjuristes.com/blog-du-coronavirus/que-dit-le-droit/la-pandemie-de-covid-19-rappelle-limportance-du-droit-international-pour-la-consolidation-dun-pacte-social-sanitaire/>)

"The snow crab dispute in Svalbard", *ASIL Insights*, vol. 24, issue 4, April 02, 2020 (<https://www.asil.org/insights/volume/24/issue/4/snow-crab-dispute-svalbard>)

"Coronavirus : la Commission européenne crée une réserve médicale rescEU", *Dalloz Actu*, 24 mars 2020 (<https://www.dalloz-actualite.fr/taxonomy/term/13728>).

Olympe Dexant-de Bailliencourt "Covid-19 et assemblées générales des sociétés cotées", *Droit des sociétés*, 2020/5, p. 46s.

"Modification par l'AMF de la procédure d'offre publique d'acquisition", *Droit des sociétés*, 2020/5, p. 52s.

"Pour la suppression de toute référence au 'groupe familial' et à l'action de concert dans les documents des greffes relatifs aux bénéficiaires effectifs", *Droit des sociétés*, 2020/7.

"La tenue à huis clos des assemblées générales de sociétés cotées au regard de l'assouplissement des mesures sanitaires", *Droit des sociétés*, 2020/7, p. 29s.

Amanda Dubuis "L'indemnisation des accidents médicaux non fautifs – retour sur l'expérience française", in Centre d'Etudes de Droit Français de l'Université Thammasat, *Les réformes juridiques en Asie du Sud-Est : vers une société contractuelle et évolutive*, Bangkok, Thammasat printing house, janvier 2020, p. 105-121.

Contribution à la chronique "Droit disciplinaire des professions de santé", Béatrice Lapérou-Schneider et Laurent Mordefroy (dir.), *RGDM*, n°75, 2020, p. 383-394.

"Les droits du patient âgé en fin de vie", in E. Aubin, E. Kasagi, S. Kojima, L. Levoyer et T. Saito (dir.), *Comment maintenir la qualité de vie des personnes âgées en France et au Japon ? Actes du colloque du 20 septembre 2019*, Tokyo, mars 2020, ISS Research series, n°69, p. 87-99.



Charles Fortier "Les bonnes résolutions des lignes directrices de gestion", éditorial, *AJFP* janv.-fév. 2020, n° 1, p. 1.

"La dynamique statutaire du contrat de fonction publique", éditorial, *AJFP* mars-avril 2020, n° 2, p. 65

Droit de la fonction publique, Dalloz (coll. "Mémentos"), juin 2020, 286 p., ISBN: 978-2-247-17993-0.

Benoît Géniaut "La transaction et ses évolutions jurisprudentielles récentes", *Le Droit ouvrier*, n°862, mai 2020, p. 277s.

"Covid-19 et télétravail", *Droit social*, 2020/7-8, p. 607s.

Muriel Guerrin "L'égalité salariale, la preuve et le juge", *Les Cahiers du CRJFC*, n°1, 2020, p. 23-32.

Matthieu Houser "Loi de finances pour 2020 : acte I d'une nouvelle ère financière pour les collectivités", *ACJT*, Janv. 2020, p. 32s.

Béatrice Lapérou-Schneider "Action publique-action civile", *MAJ Juris-Classeur* synthèse, avril 2020.

"La convention judiciaire intérêt public, nouvelle illustration d'une justice pénale consensuelle", *Annales de la faculté de droit et sciences politiques de Nice*. 2019, L'Harmattan, juillet 2020, p. 155s.

"De l'application du recours administratif préalable obligatoire (RAPO) aux décisions administratives d'un conseil régional de l'ordre des vétérinaires", comm. sous CE, 20 décembre 2019, n° 417 824, mentionné au recueil Lebon, *RGDM* 2020, n°75, p. 393.

"Le sursis à exécution d'un blâme ne peut être octroyé au seul motif de l'atteinte qu'il porte à la réputation professionnelle de l'intéressé", comm. sous CE, 24 décembre 2019, n° 434 494, mentionné au recueil Lebon, *RGDM* 2020, n°75, p. 390.

Christine Lebel "Exclusivité de la demande d'ouverture : les demandes reconventionnelles des créanciers sont irrecevables", obs. sous Cass. com., 23 oct. 2019, n° 18-15.475, chr. *Droit des entreprises en difficulté*, *Gaz. Pal.* 14 janv. 2020, p. 67.

"Conclusion d'un nouveau bail à l'issue d'un bail dérogatoire de courte durée". Note sous Cass. 3^e civ., 12 déc. 2019, n° 18-23.784, *Revue des loyers et des fermages*, janv. 2020, p. 14.

"Dissolution d'une société en participation de profession libérale à durée indéterminée". Note sous Cass. 1^{re} civ., 27 nov. 2019, n°18-21.207, *Gaz. Pal.* 21 janv. 2020, p. 23.

"Le bénéfice du statut des baux commerciaux, effet de l'existence d'un droit direct du sous-locataire à l'encontre du bailleur". Note sous CA Grenoble, Ch. com., 9 janvier 2020, arrêt n°17/04963, *Revue des loyers et des fermages*, févr. 2020, p. 69.

"Responsabilité pour insuffisance d'actif après résolution d'un plan : précisions sur la condition d'antériorité des fautes de gestion". Note sous Cass. com. 22 janvier 2020, n°18-17.030, *Lexbase Hebdo – Éd. Affaires* n°623 du 6 févr. 2020.

"La clause d'indexation confrontée à l'article L. 112-1 du Code monétaire et financier". Note sous Cass. 3^e civ., 6 février 2020, n°18-24.599, *Revue des loyers et des fermages*, mars 2020, p. 120.

"Modification du plan de cession par la cour d'appel : impossibilité de céder des biens inaliénables et pouvoirs de l'administrateur judiciaire désigné pour passer les actes nécessaires à la cession". Note sous Cass. com. 5 févr. 2020, n° 18-19.576, *Lexbase Hebdo – Éd. Affaires* n°626 du 5 mars 2020.

"Prescription extinctive de l'action en résiliation du bail rural pour cession prohibée". Note sous Cass. 3^e civ., 26 mars 2020, n° 18-26.073, *Lexbase Hebdo Éd. Privée* n°820 du 9 avril 2020.

"Préjudice commercial de la perte du droit au maintien dans les lieux et indemnité d'éviction : des indemnités à distinguer". Note sous Cass. 3^e civ., 27 févr. 2020, n° 18-24.986, *Revue des loyers et des fermages* avril 2020, p. 182.

"Le droit rural dans l'activité législative de l'hiver 2019 (1/2)* : ZNT et mesures de protection des personnes lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation". Note sous Décret n° 2019-1500 du 27 décembre 2019 et arrêté du 27 décembre 2019, relatifs aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones

d'habitation, *Lexbase Hebdo Éd. Privée* n°816 du 12 mars 2020.

"Le droit rural dans l'activité législative de l'hiver 2019 (2/2)* : droit de préemption pour la préservation des ressources en eau destinée à la consommation humaine". Note sous Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (art. 118), *Lexbase Hebdo Éd. privée* n°816 du 12 mars 2020.

"Rappels jurisprudentiels à propos de la clause résolutoire et de la clause d'indexation du bail commercial ». Note sous Cass. 3^e civ., 26 mars 2020, n°19-10.223, *Revue des loyers et des fermages*, mai 2020, p. 230.

"Bail dérogatoire de courte durée : l'obligation de respecter le terme contractuel inférieur à trois ans". Note sous Cass. 3^e civ., 26 mars 2020, n°18-16.113, *Revue des loyers et des fermages*, juin 2020, p. 279.

"Reprise de terres à vignes par un GFA exploitant et propriété des vignes plantées en cours de bail". Obs. sous Cass. 3^e civ., 20 juin 2019, n°18-16.908, *chr. Droit rural*, *Gaz. Pal.* 5 mai 2020, p. 36.

"Liquidation judiciaire d'une coopérative agricole : rappel du principe de responsabilité des associés coopérateurs". Note sous Cass. 1^e civ., 25 mars 2020, n° 18-17.721, *Lexbase Hebdo Éd. Affaires*, n°639 du 18 juin 2020.

"Quelles relations homme/animal dans le cadre de l'exploitation agricole ?", *Droit rural*, n° 480, févr. 2020, alerte 27.

"Difficultés des entreprises et des exploitations agricoles face au covid-19 : adaptation des règles", *JCP N* 2020, 12 Juin 2020, act. 495.

"Adaptation des règles relatives au droit des exploitations agricoles en difficulté en raison de l'urgence sanitaire", *Droit rural*, n° 484, Juin 2020, étude 22.

"La situation sociale de l'associé-exploitant de société agricole", in Marie-Luce Demeester et Virginie Mercier (dir.), *L'agriculture durable*, Tome III, *Environnement, Nutrition et Santé*, PUAM, 2020, p. 145-154.

Vincent Lebrou "L'Europe à géométrie variable. Renouveler l'analyse des logiques de différenciation de l'intégration européenne",

Politique européenne, n°67-68, 2020, p. 8-25. (avec Samuel B. H. Faure)

"Distinguer les 'bons' élèves des 'mauvais' élèves. L'allocation des fonds structurels européens comme différenciation à vocation gestionnaire", *Politique européenne*, n°67-68, 2020, p. 130-157.

"L'essor des listes participatives", *La vie des idées*, mars 2020, <https://laviedesidees.fr/L-essor-des-listes-participatives.html> (avec Jessica Sainty et Guillaume Gourgues)

Delphine Martin Interview : "Propriété intellectuelle. COVID-19 : questions et réponses", *RJCom*, mai 2020, n°3, p. 181-185 (avec Christophe Alleaume)

Chantal Mathieu "Le licenciement consécutif à un refus d'aménagement du poste d'un travailleur handicapé, note sous Soc. 3 juin 2020", Dalloz Étudiant, publié le 17 juin 2020. <https://actu.dalloz-etudiant.fr/a-la-une/article/le-licenciement-consecutif-a-un-refus-damenagement-du-poste-dun-travailleur-handicape/h/2767db4d89a3c155383ea094a6289c73.html>

"Amazon stoppé : le droit à la santé opposé à la loi du marché, note sous CA Versailles 24 avril 2020", Dalloz Étudiant, publié le 12 mai 2020. <https://actu.dalloz-etudiant.fr/a-la-une/article/amazon-stoppe-le-droit-a-la-sante-oppose-a-la-loi-du-marche/h/fc4417872fd63bb912f0e1fab8c49586.html>

"La discrimination indirecte au secours des femmes en congé parental à temps partiel, note sous Soc. 18 mars 2020", Dalloz Étudiant, publié le 4 mai 2020. <https://actu.dalloz-etudiant.fr/a-la-une/article/la-discrimination-indirecte-au-secours-des-femmes-en-conge-parental-a-temps-partiel/h/6078583699b2cf49182403dd2ec628a9.html>

"L'obligation de réemploi de la salariée en congé parental à l'épreuve de la discrimination", *Le Droit ouvrier*, n°860, mars 2020, p. 117s.

"Les chauffeurs UBER sont des salariés, note sous Soc. 4 mars 2020", Dalloz Étudiant, publié le 13 mars 2020. <https://actu.dalloz-etudiant.fr/a-la-une/article/les-chauffeurs-uber-sont-des-salaries/h/13071f6b31d57311493423364e6e270b.html>

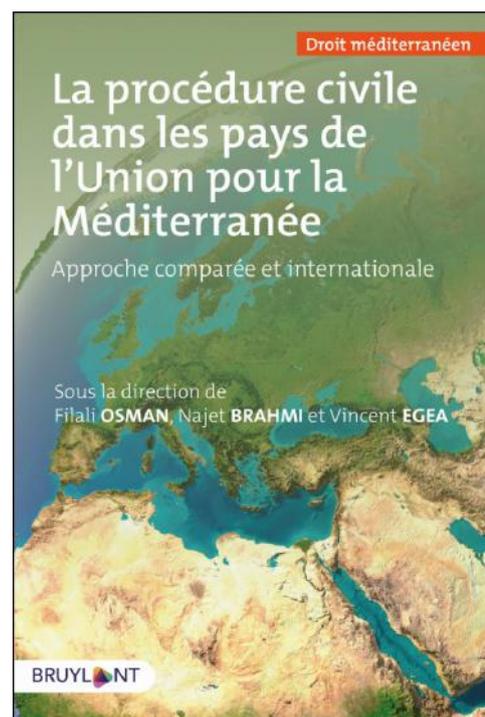
"Sexe / Âge ...des critères discriminatoires aux régimes désormais distincts... note sous Soc. 22 et 29 janvier 2020", Dalloz Étudiant, publié le 26 février 2020. <https://actu.dalloz-etudiant.fr/a-la-une/article/sexe-age-des-criteres-discriminatoires-aux-regimes-desormais-distincts/h/f517ad03dd5329ef98547bbf54760cf5.html>

"Représentation équilibrée des candidatures au CSE : la Cour de cassation fixe les lignes directrices, note sous Soc. 11 déc. 2019", Dalloz Étudiant, publié le 29 janvier 2020. <https://actu.dalloz-etudiant.fr/a-la-une/article/representation-equilibree-des-candidatures-au-cse-la-cour-de-cassation-fixe-les-lignes-directri/h/4f11f01f8adb6592c36fe59acb17c737.html>

Coralie Mayeur-Carpentier "Le mandat d'arrêt européen et l'indépendance de l'autorité judiciaire d'émission", *Revue de l'Union européenne*, n°635, p. 87-94.

"La rationalisation des procédures", Delphine Dero-Bugny, Anémone Cartier Bresson (dir.), *Les réformes de la Cour de justice de l'Union européenne*, Bruylant, 2020, p. 31-47.

Filali Osman *La procédure civile dans les pays de l'Union pour la Méditerranée*, Bruylant, 2020, ISBN 9782802764649.



Mathieu Petithomme "Penser global, Agir local : Les politiques symboliques du nouveau municipalisme à Barcelone, Cadix et Valence", *Pôle sud*, 51, p. 79-98.

"Les 'mairies du changement' en Espagne : une introduction", *Pôle sud*, 51, p. 5-22 (avec Alicia Fernández García et Nacima Baron).

"Radicalisation nationaliste et pacification en Catalogne et au Pays Basque", in Alexandra Palau & Marc Smith (dir.), *Processus de transformation et consolidation identitaires dans les sociétés européennes et américaines aux XX^e-XXI^e siècles*, Louvain-la-Neuve, 2020, p. 11-32.

"Podemos et l'espace social mouvementiste : des mouvements sociaux à la genèse partisane", in Karen Bretin-Maffiuletti et Dominique Andolfatto (dir.), *La fabrique des espaces sociaux. Identités, action, politique*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2020, p. 53-75.

"Political innovations and democratic participation within Podemos in Spain", in Agnès Alexandre-Collier, Alexandra Goujon & Guillaume Gourgues (eds.), *Innovations, Reinvented Politics and Representative Democracy*, Londres, Routledge, 2020, p. 91-104.

"Politique et Sociétés à Chypre aujourd'hui : une introduction", in Mathieu Petithomme et Joëlle Dalègre (dir.), numéro spécial "Politique et Sociétés à Chypre aujourd'hui", *Cahiers Balkaniques*, vol. 46, 2020, p. 9-24.

"Administration et dépendance dans un État de facto: les ambivalences de l'étatisation à Chypre du nord", in M. Petithomme et J. Dalègre (dir.), *Ibid.*, p. 25-54.

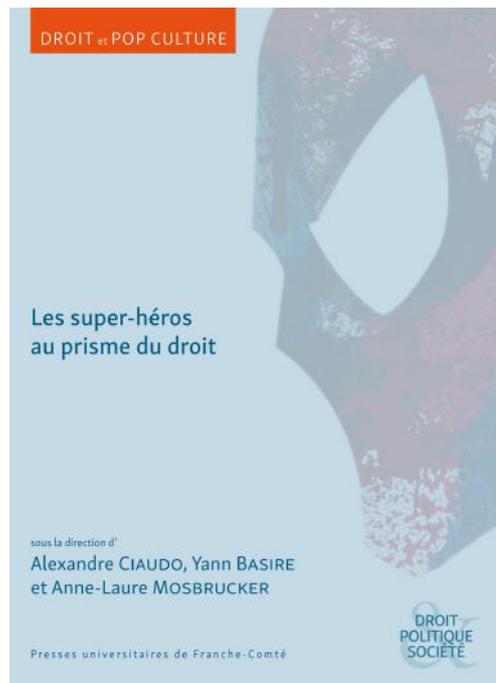
"Militarisation de l'espace et représentations sociales du conflit à Chypre du nord", in M. Petithomme et J. Dalègre (dir.), *Ibid.*, p. 125-154.

Rémy Prouvère Notule à propos de CPI, Sentencing Judgement du 7 novembre 2019 (Trial Chamber VI), Situation in the Democratic Republic of the Congo in the case of the Prosecutor v. Bosco Ntaganda (ICC-01/04-02/06), RGDIP 2020/1, Pedone, 2020, p. 182-183.

À paraître

Yann Basire, Alexandre Ciaudo et Anne-Laure Mosbrucker (dir.), *Les super-héros au prisme du droit*, PUFC (coll. "Droit, politique et société", série "Droit et pop culture") (à paraître le 24 septembre).

Informations : <http://crjfc.univ-fcomte.fr/2020/07/les-super-heros-au-prisme-du-droit/>



Catherine Tirvaudey (dir.), *Le rôle du juge en matière de MARD/PRD. Regards croisés Québec, Suisse, France*, PUFC (coll. "Droit, politique et société") (à paraître le 19 novembre).
Informations : <http://crjfc.univ-fcomte.fr/2020/08/le-role-du-juge-en-matiere-de-mard-prd-regards-croises-quebec-suisse-france/>
///

#Appel à contribution

// La place de la société civile dans la protection juridique de l'environnement et de la santé (dir. Amanda Dubuis et Béatrice Lapérou-Schneider)

Objet de l'étude Les atteintes répétées à l'environnement et à la santé font désormais partie des préoccupations grandissantes de notre société. Le changement climatique, les pollutions (air, eau, sols), la conservation des milieux naturels, la sécurité alimentaire, l'utilisation des OGM et des pesticides ou encore les crises sanitaires (COVID-19, H1N1, sang contaminé, Mediator®, Depakine®, etc.) sont autant de préoccupations auxquelles sont confrontées les générations actuelles. L'absence de réponses jugées satisfaisantes à ces problématiques, pourtant clairement identifiées, engendre une méfiance de plus en plus marquée à l'égard des autorités publiques. Le politique n'apparaît plus comme le porte-parole idéal de la société, qui tend désormais à manifester directement ses attentes par le biais d'un mouvement d'*empowerment*. Ainsi, à côté des acteurs "classiques" de la protection de l'environnement et de la santé, émerge une nouvelle catégorie : les acteurs de la société civile.

La recherche proposée a pour objet d'apporter un triple éclairage sur ce phénomène d'*empowerment* en matière d'environnement et de santé. Cette réflexion collective a tout d'abord pour objectif de mettre en relief les diverses manifestations de cette volonté accrue de participation de la société civile, sa légitimité et son intérêt. Il s'agira par ailleurs de dresser un bilan de la participation de la société civile, en s'interrogeant sur la place qui lui est réservée au travers les mécanismes juridiques, politiques et sociaux. Autrement dit, il sera question de rechercher les moyens actuellement mis à la disposition de la société civile pour contribuer à la protection de la santé et de l'environnement. Enfin, il conviendra de réfléchir – de manière prospective – aux nouveaux moyens juridiques susceptibles d'être proposés afin d'assurer à l'avenir une meilleure participation de la société civile.

Contextualisation du projet La catégorie désormais plus visible qu'est la société civile regroupe une grande diversité d'acteurs. Particuliers, associations, fondations, ONG ou encore entreprises tendent désormais à s'emparer des questions environnementales et sanitaires, alors même que leurs intérêts peuvent être de nature diamétralement opposée. En effet, si beaucoup agissent en faveur du bien de tous, les actions menées par certains traduisent au contraire l'existence de considérations plus individualistes (enjeux économiques, *greenwashing*, effet NIMBY...).

Ces actions de la société civile ont été progressivement encadrées. Nous pouvons notamment évoquer la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 – instrument incontournable de la démocratie environnementale – qui a permis de mettre en exergue les trois axes autour desquels s'articulent ces actions : l'information, la participation et l'accès au juge.

Concernant d'abord l'information, plusieurs dispositifs et instances ont été mis en place afin d'améliorer l'information de la société civile à propos des événements ou situations potentiellement attentatoires à la santé ou à l'environnement. On songera entre autres à la création, aux niveaux national et européen, d'un statut juridique protecteur des lanceurs d'alertes. Il conviendra toutefois de s'interroger sur la réelle effectivité de ces mécanismes, leurs potentielles dérives et d'envisager les pistes qui permettraient de les rendre plus efficaces. Dans le même sens, l'actuelle crise sanitaire liée au COVID-19 met en exergue une réelle difficulté à obtenir une information fiable et claire.

S'agissant ensuite de la participation de la société civile à l'élaboration des normes tendant à protéger l'environnement et la santé, plusieurs mécanismes – qu'il conviendra d'étudier – ont été déployés tant au niveau national que supranational. Au plan national, on évoquera notamment le projet d'initiatives populaires et les consultations citoyennes sur les grandes questions de société. Au niveau supranational, à titre d'exemple, l'initiative citoyenne européenne (ICE) est l'instrument central de la démocratie participative dans l'Union européenne. Si le dispositif était jusque-là peu efficace, le règlement (UE) 2019/788 du 17 avril 2019 est venu le renforcer afin de le rendre plus efficace, simple et transparent. Parmi les initiatives en cours, bon nombre se rapportent à la protection de l'environnement et de la santé (interdiction du glyphosate, urgence climatique, protection des abeilles...).

Enfin, concernant le recours au juge, on relèvera la multiplication des actions "citoyennes"

en justice tendant à dénoncer certaines atteintes à l'environnement et à la santé. Le recours de la société civile au juge se matérialise non seulement par le déclenchement de l'action en justice, mais aussi par la participation au procès. Il est à noter que cette participation est réalisée aussi bien à titre individuel que collectif, grâce aux dispositions autorisant désormais les actions de groupe. Les actions des associations de défense de l'environnement et de protection de la santé participent de la même manière à la mise en évidence de la volonté de la société civile d'agir au plan juridique pour la protection de l'environnement et de la santé. Une réflexion s'impose sur l'opportunité et l'effectivité de ces voies d'accès aux juges.

L'utilisation grandissante de ces divers outils permettant à la société civile de se saisir de la lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé, impose de procéder à une étude pluridisciplinaire (juridique, économique, sciences politiques, sciences sociales) et comparative. Cette dernière permettra de mieux cerner les différents moyens mis à la disposition de la société civile, ainsi que leur complémentarité, leur efficacité et leur effectivité. L'objectif de cette recherche est donc de faire le bilan de ces trois axes (accès à l'information, participation normative et recours au juge) et, le cas échéant d'aboutir à des propositions concrètes d'amendements.

Méthodologie proposée Différentes approches pourront notamment être proposées :

- Études des modalités d'émergence du rôle de la société civile dans les domaines de l'information, de la participation et de l'accès au juge en matière de santé et d'environnement ;
- Analyses du discours politique sur les différents projets et propositions de loi tendant à ouvrir la participation de la société civile à l'élaboration des normes et l'accès au juge ;
- Études empiriques sur l'efficacité et l'effectivité de ces nouvelles dispositions. Pourront par exemple être proposés un bilan de la Convention d'Aarhus, un recensement des diverses actions menées par des associations (échecs et réussites), un état des lieux concernant le lanceur d'alerte (mettant notamment en exergue le pourcentage d'aboutissement des alertes) ou les actions judiciaires menées par les associations de défense de l'environnement et de protection de la santé, etc. ;
- Approches de droit comparé et analyses de droits étrangers afin de dresser un état des lieux des diverses techniques permettant à la société civile de participer à l'œuvre de protection de l'environnement et de la santé. De telles

approches pourraient par ailleurs être complétées par une étude de faisabilité d'une transposition des techniques présentant un intérêt particulier au regard de l'état du droit positif français ;

- Analyse de la signification socio-politique, des faiblesses et de l'efficacité de ces nouveaux modes de traitement des problèmes environnementaux et sanitaires.

Axes de la recherche Au regard des éléments présentés ci-dessus, les propositions pourront s'inscrire dans l'un ou plusieurs des trois axes suivants :

• **Axe 1 - L'accès à l'information de la société civile en matière de santé-environnement**

- L'obligation d'information : Transparence, lobbying et conflits d'intérêts ;
- La qualité de l'information : Rôle et perception (méfiance) des médias ;
- Le droit d'accès à l'information ;
- Le droit de divulgation de l'information : émergence de techniques facilitant la dénonciation...

• **Axe 2 - La participation des citoyens et autres acteurs privés à l'émergence de la norme en matière de santé-environnement : formes et efficacité**

- L'exercice du droit de pétition ;
- L'initiative citoyenne ;
- Le rôle des associations et fondations ;
- Les enquêtes et consultations publiques ;
- Le lobbying ;
- Les RSE et codes de bonne conduite ;
- L'économie verte ;
- Le *greenwashing* (communication, labels trompeurs, éthique commerciale)...

• **Axe 3 – L'accès et l'exercice de l'action en justice par la société civile en matière de santé-environnement**

- Les recours en droit interne (français et étrangers) ;
- Les actions et recours au niveau européen et international ;
- L'action de groupe ;
- Les actions en justice des associations...

Calendrier

- Soumission des propositions : à envoyer à l'adresse projetenvironnementetsante@gmail.com suivante avant le 5 octobre 2020.

Format : Présentation d'une à deux pages mettant en exergue les grandes lignes de la

communication proposée. La proposition devra indiquer l'axe dans lequel elle s'inscrit (axe 1, 2 ou 3)

- Réponse du comité scientifique : 16 octobre 2020
- Restitution des projets de contribution : 8 mars 2021
- Colloque :
Besançon, 18 et 19 mars 2021 / présentations de 20 min.
- Rendu final des actes du colloque : 19 avril 2021 / communications (10-15 p.)
- Publication des actes : 2nd semestre 2021

Direction scientifique

Amanda Dubuis, Maître de conférences, CRJFC
amanda.dubuis[at] univ-fcomte.fr
Béatrice Laperou-Schneider, Maître de conférences HDR, CRJFC
beatrice.laperou[at]univ-fcomte.fr

#Recrutements

L'Université de Franche-Comté recrute cinq nouveaux enseignants-chercheurs en droit qui seront rattachés au CRJFC.

Juliette Brunie est recrutée en qualité de maître de conférences en droit privé et exercera ses fonctions à l'UFR SJEPEG (Besançon). Elle est docteure en droit privé de l'Université de Tours, avec une thèse intitulée *Les condamnations symboliques en droit positif français* (2017).

Nicolas Di Camillo est recruté en qualité de maître de conférences en droit privé et exercera ses fonctions à l'UFR SJEPEG (Besançon). Il est docteur en droit privé de l'Université de Paris-Nanterre, avec une thèse intitulée *La protection sociale complémentaire au prisme des mobilités professionnelles : contribution à l'étude des frontières de la protection sociale* (2019).

Cédric Latil est recruté en qualité de maître de conférences en droit privé et exercera ses fonctions à l'UFR STGI (Belfort). Il est docteur en droit privé de Aix-Marseille Université, avec une thèse intitulée *Intérêt public et lois de police en droit international privé* (2015).

Marie-Odile Peyroux-Sissoko est recrutée en qualité de Professeur de droit public et exercera ses fonctions à l'UFR SJEPEG. Elle est docteur en droit public de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, avec une thèse intitulée *L'ordre public*

immatériel en droit public français (2017). Maître de Conférences à l'Université de Lorraine (2018), elle a obtenu le concours d'agrégation de droit public (2020).

Katrina Rasolonomalaza est recrutée en qualité de maître de conférences en droit privé et exercera ses fonctions à l'IUT de Besançon-Vesoul. Elle est docteure en droit privé de Aix-Marseille Université, avec une thèse intitulée *Recherche sur le droit du financement des entreprises sociales et solidaires* (2018).

#Professeurs invités

Monsieur le Professeur **Henry Parkman Biggs**, de la Washington University of Saint Louis, a effectué un séjour à l'Université de Franche-Comté, mi-février, en qualité de Professeur invité. Parmi ses travaux, on mentionnera notamment : Fuhgeddaboutit: Trying Times for Trying the Mafia under RICO and 416-bis, North Carolina International Law Review, Spring, 2017 ; Mocking their Muses: Fan Fiction in the Age of Dickens and Cervantes, Mélanges en l'honneur de Joël Monéger, Spring, 2017.



Signalons, de plus, que le CRJFC accueillera durant l'année académique 2020-2021 en tant que professeurs invités Madame **Marie-Claude Rigaud** et Monsieur **Amissi Manirabona**, tous deux professeurs à l'Université de Montréal.

#Contrats doctoraux

Le CRJFC fait part de l'arrivée de deux nouvelles doctorantes contractuelles :

Ariane Conus a obtenu un contrat doctoral Région Bourgogne Franche-Comté pour le sujet de Catherine Tirvaudey sur "la conciliation judiciaire. Approche franco-suisse". Elle fera sa thèse en co-tutelle sous la direction conjointe de

Catherine Tirvaudey et François Bohnet (de l'UniNE).

Coralie Dovetta a obtenu un contrat doctoral ministériel pour le sujet de Anne Brobbel Dorsman et Oriane Vergara "Couple et patrimoine professionnel". Elle fera sa thèse sous leur direction conjointe.

#Soutenances

Catherine Tirvaudey, *L'efficacité du droit, l'efficience de la justice*

La soutenance de l'habilitation à diriger des recherches s'est déroulée le jeudi 12 mars 2020 à l'UFR SJEFG. Le jury était composé de Soraya Amrani-Mekki (Université de Paris Ouest Nanterre) ; Nicolas Cayrol (Université de Tours) ; Alexandre Ciaudo (Université de Franche-Comté) ; Natalie Fricero (Université de Nice-Sophia Antipolis) ; et Jean-Philippe Tricoit (Université de Lille).

William Nwaemeka, *L'encadrement juridique des travaux sur existants*

La soutenance de thèse (droit privé) s'est déroulée le mercredi 22 juillet 2020 à la faculté de droit et de science politique d'Aix-en-Provence. La thèse était dirigée par Jean-Philippe Tricoire (Aix-Marseille Université). Le jury était composé de : Cyrille Charbonneau (avocat), Frédéric Rouvière (Aix-Marseille Université), Laetitia Tranchant (Aix-Marseille Université), Vivien Zalewski-Sicard (Université de Nantes). (*ci-dessous*)



À venir :

Demba Mbow, *Le secret dans l'arbitrage international : approche critique* (sous la direction de Filali Osman)

La soutenance de thèse (droit privé) se déroulera à l'UFR SJEFG le vendredi 16 octobre 2020. Le

jury sera composé de Philippe Delebecque (Université de Paris I Panthéon-Sorbonne), Malik Laazouzi (Université de Paris II Panthéon-Assas), Éric Loquin (Université de Bourgogne), Jean-Baptiste Racine (Université de Nice-Sophia Antipolis).

Centre de recherches juridiques de l'Université de Franche-Comté //

Directrice : Béatrice Lapérou-Schneider (maître de conférences HDR en droit privé) // *ITRF* : Laurent Kondratuk [conception, rédaction et mise en forme] // *Contact* : 45D avenue de l'observatoire, 25030 Besançon Cedex / *tél.* : +33 (0)3 81 66 66 08 // *@* : contact-crjfc[at]univ-fcomte.fr // *URL* : www.crjfc.univ-fcomte.fr // *Twitter* : @Labo_Crjfc // *archives ouvertes* : <https://hal.archives-ouvertes.fr/CRJFC>

La *Lettre du CRJFC* est rédigée avec le logiciel libre de PAO Scribus : <https://www.scribus.net/>